

INFORMATION COVID-19 : Publication d'annonces légales

Le service de publication des Annonces Légales du Nouvel Economiste reste ouvert et est en mesure de traiter vos commandes comme il le fait habituellement. (prise de commande, devis, attestation de parution, justificatifs).

Tél : 01 75 444 117 - Mail : annonceslegales@nouveleconomiste.fr.

Merci l'euro

Dettes en hausse et intérêts en baisse, et ce n'est probablement pas fini

Au cours des dix dernières années, la dette publique a augmenté de 950 Md€ mais sa charge d'intérêts a diminué de 14 Md€ pour revenir à 35 Md€ en 2019



©Freepik



Mécomptes publics, François Ecalle

Au cours des dix dernières années, la dette publique a augmenté de 950 Mds€ mais sa charge d'intérêts a diminué de 14 Mds€ pour revenir à 35 Mds€ en 2019 (en comptabilité nationale). Ces évolutions apparemment paradoxales ne sont pas terminées. La dette publique va certainement beaucoup augmenter dans les prochaines années et il est néanmoins très probable que sa charge d'intérêts continuera à diminuer pendant quelque temps encore.

Les intérêts payés une année donnée dépendent en effet non seulement du taux des emprunts émis cette même année, mais aussi – et surtout – des taux de tous les emprunts émis au cours des années antérieures et qui n'ont pas encore été totalement remboursés. En 2019, nous avons emprunté à un taux quasiment nul mais nous avons aussi continué à payer des intérêts sur des emprunts à taux élevés émis il y a longtemps (la durée moyenne des emprunts de l'État est de 8 ans). Il en résulte que la charge des intérêts de la dette publique en 2019 représentait encore 1,5 % du montant de la dette constatée fin 2018 (ce "taux d'intérêt apparent" était de 3,6 % en 2009).

■ "Tant que le taux des nouveaux emprunts restera proche de zéro, ce taux d'intérêt apparent continuera à diminuer pour tendre lui-même vers zéro"

Tant que le taux des nouveaux emprunts restera proche de zéro, ce taux d'intérêt apparent continuera à diminuer pour tendre lui-même vers zéro, si bien que de nouvelles économies seront très probablement constatées sur la charge d'intérêt de la dette publique dans les prochaines années, même si celle-ci augmente fortement.

Inquiétude des créanciers

C'est une des rares bonnes nouvelles économiques du moment mais il faut en relativiser la portée. La réduction de la charge d'intérêts n'empêchera pas le déficit public et la dette d'augmenter considérablement. Or une hausse non maîtrisée de la dette publique pourrait inquiéter les créanciers de l'État, ce qui pourrait se traduire par une augmentation du taux des nouveaux emprunts correspondant à une prime de risque plus élevée. S'ils atteignaient le niveau des taux italiens (environ 2,0 %), la charge d'intérêts serait supérieure de 5 Mds€ au bout de 2 ans et de 24 Mds€ au bout de 5 ans à ce qu'elle serait si ces taux restaient proches de zéro.

■ "Une hausse non maîtrisée de la dette publique pourrait inquiéter les créanciers de l'État, ce qui pourrait se traduire par une augmentation du taux des nouveaux emprunts correspondant à une prime de risque plus élevée"

Les taux des nouveaux emprunts français n'augmenteront cependant pas significativement si les acteurs des marchés financiers restent persuadés que la zone euro est solide, que la France n'en sortira jamais et que sa signature est donc presque aussi sûre que celle de l'Allemagne. Mais les zones monétaires ne sont pas forcément éternelles, surtout si ses membres mènent des politiques économiques profondément différentes, et ils pourraient changer d'avis.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

A lire également

[Mécomptes publics - la chronique de François Ecalle](#)

Publié le 30/04/2020

Catégories :

Economie / Mécomptes publics /